

CONFÉRENCE

LA CONQUÊTE ET SES CONSÉQUENCES :
DE **1759** À AUJOURD'HUI



par

JEAN DORION

Député de Longueuil – Pierre-Boucher

Porte-parole du Bloc Québécois

en matière d'affaires intergouvernementales

Septembre 2009

 **BLOC**
QUÉBÉCOIS

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	1
Première partie : l'Empire français d'Amérique.....	2
La population.....	2
L'économie.....	3
Le gouvernement.....	3
L'éducation et la culture.....	5
Deuxième partie : la Conquête.....	6
La guerre de Sept ans.....	6
La prise de Québec.....	6
La bataille des plaines d'Abraham.....	8
La bataille de Sainte-Foy.....	8
Troisième partie : les conséquences de la Conquête.....	9
L'impact démographique.....	9
L'impact socio-économique.....	10
L'impact psychologique.....	15
L'impact institutionnel.....	17
L'impact linguistique.....	18
L'impact politique.....	18
Conclusion.....	20
Ouvrages consultés.....	21

INTRODUCTION

Le débat sur la commémoration de la bataille des plaines d'Abraham du 13 septembre 1759, il y a 250 ans, a révélé, concernant l'événement et surtout ses conséquences, plusieurs interprétations. La mienne, je l'ai puisée dans les écrits d'historiens francophones et anglophones. Je suis sociologue de formation : pour les sociologues, le comportement de chaque peuple dépend des conditions dans lesquelles il doit vivre, et non pas d'une quelconque infériorité ou supériorité innée, qu'elle soit intellectuelle ou morale. Il ne faut donc pas s'attendre ici à me voir glorifier ou vilipender les Anglais ou les Français, et encore moins leurs descendants ou héritiers.

Difficile de résumer des siècles d'histoire! Mon modeste objectif est de contribuer à une meilleure compréhension de la situation dans laquelle la Conquête a placé notre peuple, en respectant la règle du philosophe Baruch Spinoza : « *Ne pas se moquer, ne pas déplorer, ne pas détester, mais comprendre.* »

PREMIÈRE PARTIE : L'EMPIRE FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

L'Amérique française en 1759 ne se limite pas au Québec actuel. Elle s'étend du golfe Saint-Laurent au golfe du Mexique. Les treize colonies anglaises occupent une bande étroite entre l'Atlantique et les Appalaches. Au-delà de ces montagnes, le territoire français bloque leur expansion (voir la carte ci-dessous).

Carte de la Nouvelle-France vers 1750 ¹



LA POPULATION

La population de l'Amérique francophone en 1759 est estimée à 85 000 personnes, dont 65 000 dans le Québec actuel, alors que les colonies anglophones en comptent 1 600 000, soit presque 20 fois plus.

La disproportion entre les deux populations explique peut-être la différence entre les politiques françaises et anglaises vis-à-vis les Autochtones. Les Anglais ont une politique d'occupation du sol qui implique le refoulement de la plupart des nations autochtones, voire leur extermination. Pour contrôler leur immense territoire, les Français, peu nombreux, n'ont guère d'autre choix que de conclure une série d'alliances avec les diverses nations indiennes. Le métissage avec elles est également très répandu, d'où la forte fréquence des patronymes français, encore aujourd'hui, dans toutes les populations autochtones du Canada et du centre-ouest des États-Unis.

¹ Auteur : Pinpin; source : Wikipédia

L'ÉCONOMIE

En Nouvelle-France, la classe marchande est axée en grande partie sur le commerce de la fourrure : 4 000 hommes vivent de cette activité. La famille Le Moyne, qui possède la seigneurie de Longueuil, est un bel exemple de cette classe marchande active (vous voyez que je ne manque jamais une occasion de vanter les gens de ma circonscription!). Les seigneurs sont une petite noblesse locale qui régit le monde agricole. L'industrie est limitée vu la faible population, et aussi parce que la France, comme toutes les puissances coloniales, n'encourage pas ce qui peut concurrencer ses propres industries. Néanmoins, la Nouvelle-France a des brasseries, tanneries, forges et chantiers de construction navale. On produit du lin et du chanvre pour les voiles de bateaux, comme de la poix et du goudron pour les calfeutrer. Les commerçants de la Nouvelle-France échangent notamment du bois, de la farine et du poisson contre du sucre, de la mélasse, du rhum et du café aux Antilles françaises; ces denrées sont portées sur les mêmes bateaux en France, d'où ils rapportent au Canada des produits manufacturés.

L'économie et l'administration connaissent des hauts et des bas. L'historien Guy Frégault a vanté l'essor de la colonie entre 1713 et 1744. Il en cite entre autres l'illustration suivante : « Après la Guerre de la succession d'Espagne, les prisonniers anglais établis en Nouvelle-France ne manifestaient aucun empressement à retourner chez eux, même après y avoir été sollicités par les agents des gouverneurs de Boston et de New York. Cette preuve suffirait à démontrer que les Canadiens avaient toutes les raisons du monde d'être satisfaits de leur sort. »² Par contre, juste avant la Conquête, le Canada connaîtra pauvreté et corruption sous l'intendant Bigot.

LE GOUVERNEMENT

Le gouverneur et l'intendant, nommés par le roi, disposent de pouvoirs très étendus, mais des comités officiels de citoyens éminents les conseillent à Montréal comme à Québec, un peu comme en France, où la cour conseille les monarques absolus Louis XIV et Louis XV. En Angleterre, un parlement tempère les pouvoirs de la monarchie. Là-dessus, la France est en retard, mais la Révolution française de 1789 viendra bientôt plus que combler ce déficit démocratique français.

Les treize colonies anglaises ont chacune un parlement élu, pas la Nouvelle-France. Il ne faut pas minimiser cette différence ni l'exagérer non plus, car ces parlements coloniaux anglais, aux pouvoirs limités, sont très loin de la démocratie moderne. La masse des gens, parfois plus de 95 %, n'a pas le droit de vote.

Dans le présent exposé, j'emploierai le mot « Canadiens » dans le sens où les Français nés au Canada se l'appliquent alors à eux-mêmes pour se distinguer des Français métropolitains. Dans la colonie, la démarcation entre les uns et les autres n'est pas aussi claire qu'on pourrait l'imaginer aujourd'hui et tous partagent un objectif : garder la colonie française. Aucun historien n'a trouvé la trace, avant la Conquête, d'un mouvement pour l'indépendance du Canada. D'abord, les Canadiens sont très majoritairement originaires de

² FRÉGAULT, Guy. *La civilisation de la Nouvelle-France (1713–1744)*, Montréal, Pascal, 1944, p. 223

France et ils en sont fiers, car c'est alors le plus vaste et le plus peuplé pays d'Europe (hors la Russie). La France impose partout sa mode, ses idées et sa langue : ce sont alors les Anglais qui apprennent le français, non l'inverse. Les Canadiens se voient donc comme une variété du peuple français, et pas la moins valeureuse. Frances Brooke, une pionnière des lettres anglo-canadiennes, écrira au sujet des Canadiens en 1764 :

« Les Français leur paraissent le seul peuple civilisé qu'il y ait au monde, mais ils se regardent comme la fleur de la nation. »³

En même temps, le Canada va vers une autonomie croissante. Par exemple, bien des soldats français y sont mis sous les ordres d'officiers canadiens et le dernier gouverneur, Vaudreuil, est né au Canada. Les dirigeants canadiens tirent des avantages de l'Empire français : débouchés et approvisionnements commerciaux, possibilité, pour les plus ambitieux, de faire carrière dans l'Empire. Leurs intérêts sont donc liés à la fois au progrès du Canada et à celui de la France.⁴

³ LACOURSIÈRE, Jacques, Jean PROVENCHER et Denis VAUGEOIS. *Canada-Québec, 1534-2000*, Québec, Septentrion, 2001, p. 166

⁴ Sur la dualité identitaire des Canadiens d'avant 1760, voir l'analyse nuancée de Louise Dechêne dans *Le peuple, l'État et la guerre au Canada sous le régime français*, Montréal, Boréal, 2008, pp. 438 à 445

L'ÉDUCATION ET LA CULTURE

Qu'en est-il de l'éducation et de la culture des Canadiens? Lord Durham, en 1839, présentera les Canadiens d'avant la conquête anglaise comme des paysans satisfaits, car dotés des nécessités élémentaires, mais ignorants, bornés et sans ambition, la monarchie absolue tuant, selon lui, tout esprit d'initiative.

Mais on imagine mal qu'un peuple à la fois aussi dépourvu moralement et intellectuellement et si faible en nombre aurait pu conquérir un tel empire (voir Image I), s'allier tant de tribus indiennes, fonder des postes comme Toronto, Détroit, Saint-Louis, Duluth, Mobile ou la Nouvelle-Orléans, gagner toutes ses guerres contre les Anglais bien plus nombreux et leur mener une concurrence commerciale redoutable.

En ce qui concerne l'éducation, avec 20 fois moins de population, la Nouvelle-France ne peut pas se doter d'institutions aussi importantes que les 13 colonies anglaises. Mais les étrangers de passage notent un niveau d'instruction des Canadiens élevé pour l'époque et des écoles pour garçons et filles dans presque chaque village. À l'enseignement secondaire du Collège des Jésuites, à Québec, s'ajoutent des cours d'hydrographie, arpentage, cartographie, navigation et droit, bref, un embryon d'université.

En 1720, le jésuite Charlevoix est frappé de voir à Québec « des cercles aussi brillants qu'ailleurs. »⁵

En 1750, le Suédois Pierre Kalm note qu'en Nouvelle-France :

« Les gens de distinction en général ont bien plus de goût pour l'histoire naturelle [c.-à-d. les sciences] et les lettres que dans les colonies anglaises, où l'unique préoccupation de chacun semble être de faire une fortune rapide, tandis que les sciences sont tenues dans un mépris universel. »⁶

⁵ FRÉGAULT, Guy. *La civilisation de la Nouvelle-France (1713-1744)*, Montréal, Pascal, 1944, p. 277

⁶ Idem, p. 277

DEUXIÈME PARTIE : LA CONQUÊTE

LA GUERRE DE SEPT ANS

Tel est donc le pays qui tombe aux mains des Anglais vers la fin de la guerre de Sept ans, un conflit mondial qui embrase l'Europe, l'Amérique du Nord, les Antilles et les Indes. La guerre oppose une alliance entre la Grande-Bretagne et la Prusse à une alliance entre la France, l'Autriche et la Russie. En Amérique du Nord, les affrontements ont lieu sur plusieurs fronts et le conflit entraîne la déportation de 9 000 Acadiens, de 1755 à 1758.

Le gouverneur Lawrence de la Nouvelle-Écosse est clair, il faut :

« enlever à ceux qui prendront la fuite toute possibilité de se mettre à l'abri en brûlant leurs maisons et en détruisant dans le pays tout ce qui pourrait leur servir de subsistance. »

C'est dans cet esprit que se prépare la prise de Québec.

LA PRISE DE QUÉBEC

Le général Wolfe quitte l'Angleterre en mai 1759. Selon Jean-Claude Caltex, sa flotte compte 173 navires, 1 900 canons et 27 500 hommes, dont 22 000 sont des troupes d'élite. Montcalm comptera, lui, sur 15 000 soldats et marins. Mais seule une partie de tous ces combattants va participer à la bataille des plaines d'Abraham.

Wolfe a étudié la colonie. Il se préoccupe de l'attitude que les habitants vont adopter envers son armée. Débarqué à l'Île d'Orléans le 16 juin, il fait ensuite afficher, dans diverses localités environnantes, la proclamation suivante, rédigée en français :

*« L'armement formidable de terre et de mer que le peuple du Canada voit maintenant au sein de son pays, est destiné par le Roi, mon maître, à réprimer l'insolence de la France, à venger les insultes faites aux colonies anglaises, et à enlever complètement aux Français leurs meilleurs établissements dans l'Amérique du Nord. C'est pour cette fin qu'a été levée la formidable armée qui est sous mes ordres. Le Roi de la Grande-Bretagne ne porte pas la guerre aux paysans industriels, aux ordres religieux, aux femmes et aux enfants sans défense : à ceux-ci, dans leurs pénibles positions, sa clémence royale offre protection. **Le peuple ne sera pas troublé sur ses terres, il peut habiter ses maisons et pratiquer sa religion en sécurité; pour ces inestimables bienfaits, j'espère que les Canadiens ne prendront aucune part au grand conflit entre les deux Couronnes. Mais si, par une vaine obstination et par un courage mal guidé, ils veulent prendre les armes, ils doivent s'attendre aux conséquences les plus fatales; leurs habitations seront pillées, leurs églises exposées à une soldatesque exaspérée, leurs récoltes seront complètement détruites, et la flotte la plus formidable les empêchera d'avoir aucun secours. Dans cette situation malheureuse, et attaqués de près par une autre grande armée, que peuvent attendre les habitants du pays d'une opposition?** »*

Les actes de barbarie sans exemple exercés par les Français sur nos colonies d'Amérique pourraient justifier la plus dure revanche de l'armée sous mes ordres. Mais les Anglais ont de plus grands sentiments d'humanité, et ils écoutent les préceptes miséricordieux de la religion chrétienne. Cependant, si vous vous bercez d'illusions dans l'espoir de notre défaite, si vous refusez nos conditions et persistez à vous opposer, alors la loi des nations justifiera pleinement la nécessité de la guerre qui oblige à détruire un lâche ennemi; et lors les misérables Canadiens auront la douleur de voir leurs familles pour qui ils ont exercé un courage inutile et dangereux, périr dans la plus grande famine, durant l'hiver qui s'approche. Dans ce dilemme, que la sagesse du peuple du Canada se montre; l'Angleterre tend une main puissante, cependant miséricordieuse : fidèle à ses engagements, et prête à protéger ses droits et ses possessions. La France, incapable de défendre le Canada, déserte votre cause dans cette occasion importante, et, pendant toute la guerre, elle vous a assistés de ses troupes qui se sont maintenues seulement en faisant sentir aux habitants du pays tout le poids d'une oppression injuste et illégale.

Donné à Saint-Laurent dans l'Île d'Orléans, ce 28 juin 1759. – J. A. Wolfe. »⁷

Wolfe n'obtient pas la neutralité escomptée. Étonné, il écrit à un ami :

« Des vieillards de 70 ans et des garçons de 15 se postent à la lisière du bois et tirent sur nos détachements. »⁸

À sa façon donc, toute la population se mobilise pour soutenir les hommes de 16 à 69 ans qui, à l'appel du gouverneur Vaudreuil, sont accourus en masse à la défense de Québec.

Wolfe met donc sa menace à exécution : il brûlera tous les établissements sur la Rive-Sud, entre Kamouraska et Sainte-Croix-de-Lotbinière, une distance de plus de 200 km. Sur la Rive-Nord, il fera de même pour La Malbaie, Baie-Saint-Paul, la côte de Charlevoix et la côte de Beaupré. Il ravagera aussi une grande partie de l'Île d'Orléans.

L'un de ses soldats écrit à ce sujet :

« Nous avons brûlé et détruit jusqu'à 1400 belles fermes, car, pendant le siège, nous étions les maîtres de leur pays, le long de la rive, et nous envoyions presque continuellement des groupes pour ravager la campagne, si bien que cela leur prendra un demi-siècle pour réparer les dégâts. »⁹

Bombardée pendant deux mois presque sans interruption, Québec résiste jusqu'à n'être plus qu'un amas de gravats. Les Anglais découvrent finalement une brèche dans la falaise qui

⁷ DESCHÊNES, Gaston. *L'année des Anglais : la côte-du-sud à l'heure de la conquête*, Septentrion, 1988, p. 58

⁸ FRÉGAULT, Guy. *La guerre de la Conquête, nouvelle édition*, Montréal, Fides, 2009, p. 336

⁹ « A Journal of the Expedition up the River St-Lawrence », *New York Mercury*, n° 385, 31 déc. 1759

leur permet de grimper jusque sur les plaines d'Abraham durant la nuit du 12 au 13 septembre.

LA BATAILLE DES PLAINES D'ABRAHAM

Montcalm est un téméraire : plutôt que d'attendre les renforts, il décide de foncer en opposant 3 500 soldats, surtout des Canadiens et des Indiens peu habitués aux batailles rangées à l'européenne, aux 4 800 soldats de Wolfe.

Le bilan :

- Le décompte des pertes varie d'un auteur à l'autre : au moins trois historiens l'évaluent à 200 tués et 1200 blessés dans les effectifs franco-canadiens contre 60 morts et 600 blessés chez les Britanniques;¹⁰
- Les deux généraux, Montcalm et Wolfe, sont tués;
- Québec, qui n'avait plus de vivres, capitule cinq jours plus tard, soit le 18 septembre.

LA BATAILLE DE SAINTE-FOY

La chute de Québec est dramatique, car c'est la métropole, la capitale et la porte d'entrée de la colonie. Néanmoins, replié à Montréal, le gouverneur canadien Vaudreuil est convaincu de pouvoir reprendre Québec. Au printemps suivant, sur ses ordres, le général de Lévis, à la tête de 6 900 soldats, dont près de la moitié sont des Canadiens et des Indiens, se dirige vers Québec, défendue par 9 000 Anglais et 72 canons (les Français en ont trois!). Le 28 avril 1760, sept mois après la déconfiture des plaines d'Abraham, Lévis inflige à l'armée anglaise une défaite sanglante dans la bataille de Sainte-Foy.

Le bilan : 833 tués et blessés chez les Français et Canadiens, et 1 088 chez les Anglais, qui abandonnent aux Français leurs 72 canons et se réfugient dans les murs de Québec.¹¹ Les Français les encerclent, sachant que les assiégés ont peu de vivres, et ils espèrent l'arrivée de renforts de France, car eux-mêmes n'ont presque plus de poudre. Hélas, les navires de guerre qui arrivent sont anglais. Les Français se replient sur Montréal, qui capitulera cinq mois plus tard, le 8 septembre 1760.

Par le traité de Paris, en 1763, la France cède le Canada à l'Angleterre.

¹⁰ LACOURSIÈRE, Jacques, Jean PROVENCHER et Denis VAUGEOIS. *Canada-Québec, 1534-2000*, Québec, Septentrion, 2001, p. 141

¹¹ CASTEX, Jean-Claude. *Dictionnaire des batailles terrestres franco-anglaises de la Guerre de Sept ans*, éd. Les Presses de l'Université Laval, 2006, p. 467

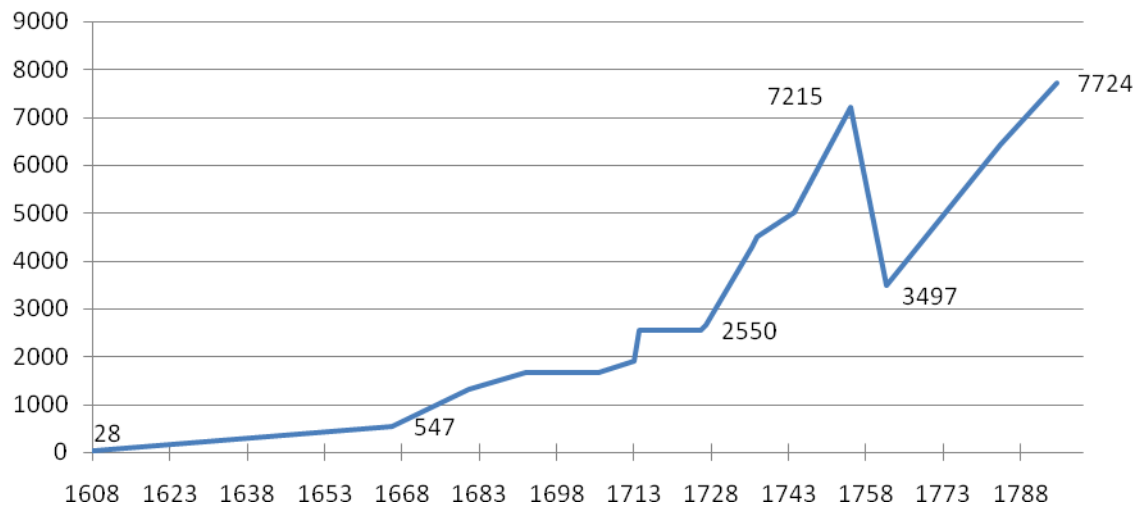
TROISIÈME PARTIE : LES CONSÉQUENCES DE LA CONQUÊTE

Nous en arrivons maintenant à la troisième partie du présent exposé, la plus importante, celle qui concerne les conséquences de la Conquête.

Quelques mots d'abord sur ceux qui souffriront le plus du nouveau cours des choses : les Autochtones. La défaite française enlève toute valeur au rôle des nations indiennes comme alliées des Français dans le contrôle du territoire et du commerce des fourrures. Ces nations espèrent le retour de la France et se soulèvent, sous la direction de leur chef Pontiac, contre les Anglais. Ces derniers extermineront la plus grande partie d'entre elles.

L'IMPACT DÉMOGRAPHIQUE

Évolution de la population de Québec, 1608–1795



Revenons à ceux qui continuent de se désigner comme « Canadiens ». La majeure partie de leur pays est en ruines. Dans la capitale, l'évolution de la population mesurée par 16 recensements successifs entre 1608 et 1795, résumée par le graphique ci-dessus, donne une idée de l'ampleur de la catastrophe que représente la Conquête. Après un siècle et demi de croissance ininterrompue, la population de Québec chute de 51,5 % entre les recensements de 1755 et de 1762. La capitale mettra ensuite plus de 30 ans à retrouver son niveau démographique d'avant la Conquête, en partie grâce à l'immigration britannique.¹²

¹² VALLIÈRES, DESLOGES, HARVEY, HÉROUX, AUGER et LAMONTAGNE. *Histoire de Québec et de sa région, Tome 1 : des origines à 1791*, Les Presses de l'Université Laval, 2008, tableau 5.3

Pour les Canadiens comme société, le coût de la défaite sera élevé et durable. La cible principale du nouveau régime, ce ne sont ni les paysans, ni le clergé. Les Anglais ont besoin des paysans pour manger; les petites gens, qui s'attendaient au pire après la déportation des Acadiens et les dévastations du Bas-du-Fleuve, sont agréablement surprises de la bienveillance nouvelle des occupants. Quant à l'Église, les idéologues de Londres veulent faire des nouveaux sujets de Sa Majesté des protestants. Mais, sur place, les administrateurs anglais sont plus pragmatiques : le clergé a des ambitions plus célestes que terrestres. Il n'est pas un concurrent économique sérieux et lui laisser le leadership spirituel de la population peut présenter bien des avantages.

L'IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE

Il existe deux écoles en ce qui concerne les conséquences socio-économiques de la Conquête : Fernand Ouellet et Marcel Trudel, par exemple, mettent l'accent sur la prospérité qu'aurait apportée à la colonie la paix, résultant de l'élimination de l'un des deux combattants, et aussi les moyens supérieurs d'exploitation dont disposent les Anglais. Tandis que Maurice Séguin et Michel Brunet insistent surtout sur la *décapitation sociale* de la société conquise, c'est-à-dire le remplacement de l'élite économique francophone (canadienne ou française), par une élite anglaise, qui va rester étrangère à la langue et à la culture du pays et va se donner autant que possible des institutions séparées. Pour Séguin et Brunet, cette *décapitation* explique l'infériorité sociale durable de ceux qui s'appelleront plus tard les Canadiens-français.

La vraie cible de la Conquête c'est la bourgeoisie, soit les secteurs les plus prospères, instruits et dynamiques du peuple conquis. Une conquête militaire n'est pas une entreprise de bienfaisance. Quand on dépense l'équivalent de milliards en argent d'aujourd'hui et qu'on fait tuer des milliers de personnes, ennemis ou compatriotes, pour s'emparer d'un pays qui est un dangereux concurrent commercial, ce n'est évidemment pas pour permettre à ceux qui, dans ce pays, contrôlaient l'économie et en profitaient, de continuer à le faire. C'est pour prendre leur place.

Le principe derrière la thèse de Brunet est le suivant : dans toutes les sociétés occidentales, la bourgeoisie a été le principal acteur du développement et du progrès dans tous les domaines.

Elle a fourni presque tous les leaders de l'industrie, du commerce, des sciences, des arts, de la littérature, de la politique, etc. Devenus riches, les bourgeois se font philanthropes, encourageant les entreprises d'éducation et de charité. Brunet aurait pu ajouter que la bourgeoisie fournit même les chefs révolutionnaires : Lénine, Mao, Castro n'étaient pas des prolétaires, mais des fils de familles riches, envoyés par leurs parents dans les meilleures écoles.

On a déjà cru que le gros des élites laïques avait quitté la colonie après la Conquête. Plus tard, on a au contraire minimisé ces départs. La réalité loge entre ces deux extrêmes. Il est vrai que les milliers de soldats et officiers français rentrés en France n'ont fait que retourner chez eux, mais des recherches poursuivies présentement à l'Université de Montréal évaluent à 4000, entre 1755 et 1770, les départs de « Canadiens » définis comme des individus nés au Canada, ou nés en France, mais mariés à des Canadiennes, ou pères d'un enfant né au

Canada. Par ailleurs, on a toujours su qu'à côté de personnes ordinaires figurent parmi ces partants beaucoup d'administrateurs, de marchands, de nobles, etc.

De ces trois dernières catégories de personnes, on entend parfois des Québécois dire de nos jours avec rancœur : « Ils nous ont abandonnés ». La réalité est plus banale : ceux qui ne sont pas forcés de partir s'en vont d'eux-mêmes, sachant qu'il n'y a plus de place pour eux ici. Les administrateurs savent qu'ils perdront leurs emplois. Les hommes de loi craignent de ne pouvoir s'adapter au droit anglais. Les importateurs et exportateurs sont privés de leurs contacts dans l'Empire français et n'en ont aucun en Angleterre ou dans les colonies américaines.

Le départ de tous ces francophones, Canadiens de naissance, tel Vaudreuil, ou Français, est un désastre économique et intellectuel. De ce point de vue, les origines douteuses de la fortune de certains d'entre eux sont secondaires; on verra d'ailleurs plus loin que leurs remplaçants ne seront pas des anges non plus.

Ce n'est pas toute l'élite économique qui part. Mais la décapitation sociale ne résulte pas seulement des départs; elle dépend du sort des élites qui restent.

Évolution des propriétés des seigneuries 1760 à 1791 ¹³

Propriétaires de seigneuries	1760	1791
Église	21	19
Noblesse québécoise	119	61
Bourgeoisie québécoise	94	68
Bourgeoisie anglaise et militaires		58
Couronne britannique		12

En ce qui concerne la noblesse, par exemple, le tableau ci-dessus illustre l'évolution dramatique de la propriété des seigneuries dans les trente années qui ont suivi la Conquête.

Une partie des marchands reste. Brunet a suivi, par leur correspondance privée et les archives gouvernementales, la carrière de beaucoup d'entre eux. Leur empressement à servir les nouveaux maîtres du Canada est exemplaire, mais cela ne leur évitera pas la déchéance financière, la faillite et parfois le suicide. Le travail minutieux de Brunet nous fait voir qu'au-delà de leur sort personnel, on sent se jouer le destin de tout un peuple.¹⁴

Des décisions reliées à la religion élargissent le fossé social entre les Canadiens et leurs nouveaux maîtres : les Canadiens refusent de prêter le Serment du Test, qui les obligerait à renier l'autorité du Pape et le dogme de l'Eucharistie. Pas de serment, pas de poste dans la fonction publique.

¹³ HARRIS, R. Cole, Louis R. GENTILCORE, Donald KERR, Deryck W. HOLDSWAORTH et Susan L. LASKIN. *Historical Atlas of Canada*, Toronto, Presses de l'Université de Toronto, 1987

¹⁴ BRUNET, Michel. *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, Beauchemin, 1958

Entre la fonction publique et le secteur privé, copinage et patronage fleurissent, comme sous le régime français, avec la différence que les bénéficiaires des contrats de travaux publics et de fournitures militaires ne sont plus jamais des francophones, sauf rarissimes exceptions.

Par ailleurs, Londres ordonne l'ouverture d'écoles protestantes : la population et le clergé les boycottent, d'où la chute du niveau d'alphabétisation.

Un spécialiste de l'histoire de l'éducation, André Lemelin, présente la situation comme suit :

« D'ailleurs, pourquoi s'instruire? Le choix de carrière des Canadiens-français est très restreint; le nombre d'emplois dans le commerce et l'administration a beaucoup diminué. »

UN PEUPLE D'ILLETTRÉS

Ainsi que le résume si bien Michel Brunet : « Privés des anciennes subventions du roi de France, ne pouvant plus compter que sur la Compagnie de Jésus, en butte à l'hostilité ou à l'indifférence de l'État, laissés à leurs seules ressources, les Canadiens-français s'habituaient graduellement à une situation qui condamnait l'immense majorité de la population à l'ignorance. »

On comprend que, trente ans après la conquête anglaise, la situation de l'enseignement soit lamentable. La population canadienne-française dépasse maintenant les 150 000 personnes, mais ne dispose que d'une quarantaine de petites écoles et les personnes capables d'enseigner ne suffisent plus à la tâche. Le clergé, colonne vertébrale de l'éducation, ne compte plus que 146 prêtres pour tout le Québec. Aussi, dans l'ensemble de la future province, on estime que 4 000 personnes, peut-être, savent lire et écrire. »¹⁵

Voyons comment quatre auteurs anglo-saxons résument la mutation socio-économique que connaît le Canada après la Conquête.

D'abord, le deuxième gouverneur anglais, Guy Carleton, dans une lettre du 11 avril 1768 à Lord Shelburne, où il dit craindre que la situation faite aux Canadiens par la Conquête les incite à favoriser le retour de la France dès que l'occasion s'en présentera :

« Alors qu'ils sont restreints dans le commerce des fourrures, privés de leurs postes de pêche au loup de mer, dépouillés des propriétés qui leur appartenaient depuis des générations, gouvernés par des lois qu'ils ignorent, surchargés de droits innombrables, comment peut-on raisonnablement escompter que les Canadiens parviendront jamais à s'attacher à leur nouveau gouvernement? Au contraire, n'est-il pas plus juste de supposer qu'ils chercheront et accueilleront avec enthousiasme la première chance qui se

¹⁵ LEMELIN, André. *Le purgatoire de l'ignorance : l'éducation au Québec jusqu'à la Grande Réforme*, Saint-Nicolas, MNH, 1999, p. 19

présentera de retourner sous leur ancien gouvernement? Je soumetts humblement ce problème à des juges placés plus haut que moi. »¹⁶

Ensuite, l'auteure anglo-canadienne Ann Charney :

« La communauté anglaise au Québec date du XVIII^e siècle, tout de suite après la conquête britannique de 1759. Ses premiers membres semblent avoir été quelque peu moins illustres que leurs descendants actuels aiment le prétendre. Selon les mots du gouverneur du temps, le général James Murray, ils étaient "la collection d'hommes la plus immorale que j'aie jamais connue... Chacun a sa fortune à faire et je crains que peu soient scrupuleux sur les moyens dans l'atteinte de leurs fins."

La plupart des grandes fortunes anglaises s'établissent à cette époque par des méthodes que même les historiens modérés ont décrites comme sans scrupules. Toute prétention ultérieure que les deux communautés commencèrent avec des chances égales est tout simplement sans fondement historique. Avec la poussée de la victoire pour les encourager, les colons anglais, irlandais et écossais prospérèrent tandis que la population locale languissait sous le poids physique et psychologique de la Conquête et de la domination étrangère.

La Commission fédérale sur le bilinguisme et le biculturalisme a montré que les Canadiens-anglais d'origine britannique continuent à occuper la position économique la plus favorable dans la province. Sur 14 groupes ethniques au Québec, les Canadiens-français arrivent 12^e pour les salaires, ne surpassant que les Italiens et les Indiens. À Montréal, les Canadiens-français gagnent la moitié de ce que gagnent les Canadiens-anglais. [traduction] »¹⁷

¹⁶ Archives Canada, Q 5-1 : 443, lettre citée dans BRUNET, Michel. *Les Canadiens après la Conquête 1759-1775*, Fides, 1969, p. 228

¹⁷ CHARNEY, Ann. « What It Means To Be English In A Very French Québec », *Maclean's Magazine*, June 1972, p. 68.

Texte original :

The English community in Quebec dates back to the 18th century, immediately following the British conquest in 1759. Its first members appear to have been somewhat less illustrious than their present descendants like to claim. In the words of the British governor at the time, General James Murray, they were "the most immoral collection of men I ever knew... All have their fortunes to make and I fear few are solicitous about the means where the end can be obtained." [...]

Most of the great English fortunes were established at this time, by methods that even moderate historians have described as ruthless. All later claims that the two communities began with equal opportunities are simply historically unfounded. With the flush of victory to encourage them, the English, Irish and Scottish settlers prospered while the native population languished under the physical and psychological weight of foreign conquest and domination.

Ensuite, Arthur R.M. Lower :

« La résistance française s'écroula et le peuple resta sans protection. [...] La Conquête, comme l'esclavage, doit être vécue pour être comprise. [...] Toute la structure vitale des conquis est mise à la merci de leurs maîtres. Ils deviennent des gens de deuxième classe. » [traduction]¹⁸

Finalement, Edgar McInnis :

« La Conquête transféra la dépendance commerciale du Canada de Paris à Londres, et ce furent les commerçants britanniques, grâce à leurs relations en Angleterre, qui furent les instruments essentiels du commerce et de la prospérité. Ils s'emparèrent des postes-clés de la vie économique de la province de Québec et cela leur donna aussi une importance prééminente en politique.» [traduction]¹⁹

Ottawa's Federal Commission on Bilingualism and Biculturalism demonstrated that English Canadians of British descent continue to occupy the most favored economic position in the province. Of the 14 ethnic groups in Quebec, French Canadians rank twelfth as wage earners, higher only than Italians and Indians. In Montreal, French Canadians earn half as much English Canadians.

¹⁸ LOWER, Arthur RM. *Colony to Nation : A History of Canada*, 4th ed., Toronto, Canada, Longmans, Green & Co., 1964, p. 64

Texte original :

At last the inevitable happened: French resistance collapsed, and the people were left unprotected. [...] Conquest, like slavery, must be experienced to be understood. [...] The entire life-structure of the conquered is laid open to their masters. They become second-rate people.

¹⁹ MCINNIS, Edgar. *Canada, A Political and Social History*, Toronto, Canada, Rinehart & Co., inc., 1959, p. 131

Texte original :

The conquest transferred Canada's commercial dependence from Paris to London, and it was the British merchants with their connections in England who were the essential instruments of trade and prosperity. They stepped right into the key positions in the economic life of the province of Quebec, and that fact made them of salient importance in political affairs as well.

L'IMPACT PSYCHOLOGIQUE

Retenez les derniers mots, car cette prééminence politique durera encore longtemps. Elle s'appuiera sur l'argent des vainqueurs, mais aussi sur la soumission psychologique des vaincus. Ce n'est qu'en 1944 que Maurice Duplessis mettra fin à la tradition de confier le poste de ministre des Finances du Québec à un anglophone : jusque-là, les financiers de St. James Street exigeaient que le poste revienne à quelqu'un de confiance, c'est-à-dire l'un des leurs.

Quand René Lévesque obtient le ministère des Ressources naturelles en 1960, il constate que presque tout le travail s'y fait en anglais.

Refoulés vers l'agriculture, les Canadiens-français en étaient venus à croire qu'ils étaient nés pour un petit pain. Des mythes consolateurs sont nés, diffusés par une partie du clergé : « notre peuple est fait pour l'agriculture, une occupation plus noble que le commerce », ou encore « la Conquête a été voulue par la Providence pour nous soustraire aux horreurs de la Révolution française. » Il n'est pas question ici de démoniser le clergé, qui a peut-être fait ce qu'il a pu dans une situation impossible, mais même de fervents catholiques reconnaissent aujourd'hui que le refuge dans les préoccupations célestes s'est fait longtemps chez nous au détriment des réussites terrestres.

« Il aime prendre un verre... »

La Conquête, processus continu, global et multiforme

Pour porter fruit, une conquête ne peut se contenter d'être un événement ponctuel. Elle exige au contraire que le conquérant, par une vigilance continue, empêche tout retour d'un autre pouvoir que le sien, et cela, à l'échelle globale, c'est-à-dire dans l'ordre militaire, politique et économique, mais aussi dans l'ordre idéologique comme l'illustrera l'exemple qui suit.

La Société canadienne à l'époque de la Conquête est très croyante. Son unique évêque siège à Québec. Un vicaire général, Étienne Montgolfier, dirige l'Église de Montréal ; c'est le deuxième personnage religieux de la colonie.

Né en France, arrivé ici huit ans avant la chute de Québec, Montgolfier exerce rapidement, nous dit le *Dictionnaire biographique du Canada*, un fort ascendant sur ses confrères canadiens, qu'il dépasse de beaucoup par son savoir religieux et profane. Il a de qui tenir : son père dirige une fabrique de papier de réputation européenne (la papeterie est alors au confluent de la vie économique, politique et intellectuelle). Son frère a deux fils qui inventeront la montgolfière, la première machine permettant à l'homme d'échapper à la gravité terrestre.

En 1760, l'évêque de Québec, Pontbriand, meurt. Les chanoines de la ville expriment par un vote unanime leur désir de voir Montgolfier lui succéder.

Le Saint-Siège critique ce processus électoral, mais il endosse néanmoins Montgolfier, dont le sacre est prévu pour 1764.

James Murray, premier gouverneur anglais de la colonie, comprend apparemment le danger de voir un poste aussi prestigieux occupé par un personnage d'une telle envergure et disposant de contacts influents en France. Il force Montgolfier à renoncer au titre. Et, pour plus de sûreté, il lui fait perdre son titre de vicaire général du district de Montréal. À son ami montréalais John Fraser, dans une lettre retrouvée par Michel Brunet aux Archives du Canada, Murray écrit : « *J'ai nommé grand vicaire à sa place M. Marchand, curé de Boucherville. Vous découvrirez que ce Marchand est un bon et brave garçon. Il aime prendre un verre. Avec suffisamment d'adresse, on peut le faire parler et l'utiliser à toutes sortes de fin.* »¹

La Conquête est un processus continu, global et multiforme. Pendant trois quarts de siècle après la défaite, chaque évêque, mais aussi chaque curé canadien, sera nommé par le gouverneur anglais (un protestant...). Ceux de nos contemporains qui voient dans le clergé le facteur premier, voire exclusif, de l'impuissance et de la soumission traditionnelle du peuple québécois prennent l'effet pour la cause.

De nos jours, le pouvoir canadien au Québec est le successeur et l'héritier du pouvoir britannique, comme nous le rappelle la figure qui orne nos billets de vingt dollars. Les fonctions ecclésiastiques ont perdu beaucoup de leur ascendant mais, dans bien d'autres lieux stratégiques pour l'orientation du débat civique (sénat, tribunaux, médias), le pouvoir canadien a gardé la faculté directe ou indirecte de faire les nominations. Pour remplir les postes vacants les *bons et braves garçons qu'on peut faire parler et utiliser à toutes sortes de fins* ne manquent pas. On en croise régulièrement, à Ottawa et ailleurs.

¹ BRUNET, Michel. *Les Canadiens après la Conquête*, Montréal, Fides, 1969, p.96.

L'IMPACT INSTITUTIONNEL

Entre-temps, les plus grandes fortunes anglaises du Canada se bâtissent à Montréal. L'exemple de James McGill est typique. L'Université McGill fut fondée à même son héritage. Arrivé en 1763, il fait fortune dans la fourrure en utilisant les « voyageurs » canadiens-français, désormais privés de leurs débouchés français.

La générosité des grandes familles anglo-montréalaises n'a d'égal que les moyens qu'elles ont de l'exercer. En 2008, le fonds de dotation de l'Université McGill atteint 917 millions de dollars, celui de l'Université de Montréal 142 millions de dollars. Les institutions créées par la philanthropie anglo-montréalaise furent en réalité bâties à même les sueurs et les ressources de l'ensemble de la collectivité mais, fonctionnant dans la langue d'une minorité, elles servent donc surtout le petit nombre.

Les auteurs anglophones que je vous ai cités confirment à leur façon la thèse de la *décapitation sociale*. Mais ils sont minoritaires chez leurs compatriotes, lesquels pensent généralement, comme Mordechai Richler et Michael Ignatieff, que la Conquête fut la meilleure chose qui pouvait nous arriver. Ignatieff disait, en 2001, et je cite :

« [...] nous parviendrons peut-être à persuader les Québécois que cette Conquête-là est bien différente puisqu'elle a assuré la survie d'un Québec démocratique en Amérique du Nord. »²⁰

Et il ajoutait :

« La Conquête britannique de 1763, loin d'étouffer le fait français en Amérique du Nord, a apporté l'autonomie aux Canadiens-français pour la première fois. »²¹

Encore un mythe consolateur qu'on tente de nous vendre, en s'appuyant sur le fait que Londres, craignant la contagion de la révolution américaine, nous concéda notre premier parlement, avec électorat et pouvoirs restreints, en 1791. Sans la Conquête, nous n'en aurions jamais eu? Est-ce qu'Ignatieff ignore que la France s'est donnée un parlement élu en 1789 et que, dès 1790, la colonie française de Saint-Domingue était dotée d'une assemblée élue comparable à celle que nous aurons l'année suivante?

²⁰ IGNATIEFF, Michael. *La révolution des droits*, Boréal, Montréal, 2001, p. 123

²¹ Idem, p. 122

L'IMPACT LINGUISTIQUE

Selon le site Internet anglais du Musée canadien de la guerre :

« La Conquête fut une catastrophe pour les Canadiens-français. Le Canada fut arraché à la France et transformé en une petite province de l'empire britannique en Amérique du Nord ». [traduction]²²

Effectivement, un empire francophone qui s'étendait sur le tiers de notre continent a été réduit à une province. Toutes les provinces canadiennes ont adopté des législations contre le français et l'école française. Ces lois ont été abolies après que les francophones eurent été en majorité assimilés partout, sauf au Nouveau-Brunswick.

La plupart des sociétés nées de la colonisation européenne des trois Amériques sont devenues des États-nations. Chacune l'a fait en affirmant son identité, en développant des institutions fonctionnant dans sa langue et en intégrant ses immigrants.

La Conquête, sans réussir à effacer notre peuple, lui a interdit cette évolution normale. Par la Conquête, une autre langue s'est établie chez nous, à côté du français, ou plus exactement au-dessus de lui, rendant longtemps impossible et encore aujourd'hui difficile l'intégration en français des nouveaux venus.

De majoritaire sur le territoire canadien, notre peuple y est devenu minoritaire et l'est de plus en plus.

Aujourd'hui, 91 % des francophones du Canada vivent au Québec. La plupart des descendants de ceux qui se désignaient autrefois comme Canadiens ont opté pour le nom de Québécois.

L'IMPACT POLITIQUE

Les efforts de la nation québécoise pour se développer selon ses valeurs et ses capacités demeurent entravés par la situation de minorité à laquelle cette nation a été réduite par la Conquête.

On le voit tous les jours : alors que le Québec a déjà sa commission des valeurs mobilières, qui relève de sa compétence, Ottawa veut créer une commission pancanadienne, au détriment du Québec et de Montréal et au profit de l'Ouest et de Toronto. Autre exemple : la politique canadienne de l'environnement récompense les pétrolières polluantes de l'Ouest au détriment des efforts de l'industrie manufacturière québécoise.

²² Version anglaise du site du Musée canadien de la guerre, texte original : *The conquest was a catastrophe for French Canadians. Canada was been ripped away from France and turned into a small province in Britain's North American Empire*

Autres exemples : le Canada refuse d'appliquer la Charte de la langue française dans les entreprises sous sa juridiction au Québec au profit de sa Loi sur les langues officielles, fragilisant davantage notre situation linguistique; la constitution canadienne nous impose toujours le multiculturalisme qui favorise au Québec la ghettoïsation des immigrants, plutôt que le modèle québécois d'interculturalisme, basé sur le « vivre ensemble. »

Et n'est-il pas aberrant qu'une partie des terrains de l'Assemblée nationale demeure de propriété fédérale? Et c'est aussi le cas des plaines d'Abraham qui devraient être un lieu historique national québécois!

CONCLUSION

Mon professeur d'histoire disait qu'une conquête est complète quand les vaincus adoptent la version de l'événement que préfèrent les vainqueurs. Certains ont cru récemment que les Québécois en sont arrivés à cette étape, et il est vrai que les moyens ne manquent pas à nos maîtres de nous faire avaler leur version des choses. Ottawa a donc jugé que le temps était venu de célébrer ensemble les événements de 1759, avec reconstitution festive, bal masqué humoristique, fête familiale et même une activité intitulée « Wolfe et Montcalm se donnent en spectacle ». Ottawa s'est trompé et la bataille menée contre ce projet a été victorieuse. Nos adversaires sont puissants, mais ils font des erreurs.

Profitons donc de ce 250^e anniversaire de la bataille des plaines d'Abraham pour réfléchir davantage sur la situation collective de notre peuple et sur la seule façon possible de la corriger : l'accession du Québec au statut d'État souverain, libre et indépendant.

OUVRAGES CONSULTÉS

- « A journal of the Expedition up the River St-Lawrence », *New York Mercury*, n° 385, 31 décembre 1759
- BRUNET, Michel. *Canadiens et Canadiens : études sur l'histoire et la pensée des deux Canadas*, éditions Fides, 1979
- BRUNET, Michel. *Les Canadiens après la Conquête 1759-1775*, Fides, 1969
- BRUNET, Michel. *Les Canadiens après la Conquête – Les débuts de la résistance passive*, Revue de l'histoire de l'Amérique française, septembre 1958
- BRUNET, Michel. *La présence anglaise et les Canadiens*, Beauchemin, 1958
- CASTEX, Jean-Claude. *Dictionnaire des batailles terrestres franco-anglaises de la Guerre de Sept ans*, éditions Les Presses de l'Université Laval, 2006
- CHARNEY, Ann. « What It Means To Be English In A Very French Québec », *Maclean's Magazine*, June 1972
- DECHÊNE, Louise. *Le Peuple, l'État et la Guerre au Canada sous le Régime français*, Boréal, Montréal, 2008
- DESCHÊNES, Gaston. *L'année des Anglais : la côte-du-sud à l'heure de la conquête*, Septentrion, 1988
- *Dictionnaire biographique du Canada*, Les Presses de l'Université Laval
- *L'Encyclopédie canadienne Historica*, éditions Fondation historica, 2006
- FRÉGAULT, Guy. *La civilisation de la Nouvelle-France*, Société des éditions Pascal, 1944
- FRÉGAULT, Guy. *La guerre de la Conquête, nouvelle édition*, Montréal, Fides, 2009
- FRÉGAULT, Guy et Marcel TRUDEL. *Histoire du Canada par les textes*, éditions Fides, 1962
- HARRIS, R. Cole, Louis R. GENTILCORE, Donald KERR, Deryck W. HOLDSWAORTH et Susan L. LASKIN. *Historical Atlas of Canada*, Toronto, Presses de l'Université de Toronto, 1987
- LACOURSIÈRE, Jacques. *Histoire populaire du Québec tome 1 : des origines à 1791*, éditions Septentrion, 1995
- LACOURSIÈRE, Jacques, Jean PROVENCHER et Denis VAUGEOIS. *Canada-Québec, 1534-2000*, Québec, Septentrion, 2001
- LAPIERRE, Laurier L. *La bataille du Canada*, éditions Le Jour, 1992 (traduction)
- LEMELIN, André. *Le purgatoire de l'ignorance : l'éducation au Québec jusqu'à la Grande Réforme*, Saint-Nicolas, MNH, 1999
- LOWER, Arthur RM. *Colony to Nation : A History of Canada*, 4th edition, Toronto, Canada, Longmans, Green & Co., 1964
- MACLEOD, D. Peter. *La vérité sur la bataille des Plaines d'Abraham*, Éditions de l'Homme, 2008 (traduction)
- MCINNIS, Edgar. *Canada, A Political and Social History*, Toronto, Canada, Rinehart & Co., inc., 1959
- OUELLET, Fernand. *Histoire économique et sociale du Québec*, Fides, Montréal, 1971
- RÉCHER, abbé Jean-Félix. *Journal du siège de Québec en 1759*, Cahiers d'Histoire n° 11, éditions Les Presses de l'Université Laval, 1959
- TRUDEL, Marcel. *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec*, Bibliothèque québécoise, 2008

- VALLIÈRES, DESLOGES, HARVEY, HÉROUX, AUGER et LAMONTAGNE. *Histoire de Québec et de sa région, Tome 1 : des origines à 1791*, Les Presses de l'Université Laval, 2008

Sites Internet :

- Clan Mc Nicoll du Québec, <http://www.clanmcnicollduquebec.com/francais/>
- Ministère de la Culture et des Communications, France, <http://www.culture.gouv.fr/>
- Musée canadien de la guerre, <http://www.museedelaguerre.ca/mcg/accueil>
- Wikipédia, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Accueil>